



PROPOS LIMINAIRES DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Table ronde sur l'attractivité du territoire national pour les industries de santé

Lundi 26 octobre 2009 – Palais de l'Élysée

Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les présidents et directeurs généraux,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais d'abord, au nom de tous les Français, vous souhaiter, la bienvenue en France, en tout cas pour ceux qui ne sont pas Français et souhaiter la bienvenue à l'Élysée pour les autres. L'horaire de la réunion a été modifié, je voudrais vous demander de m'en excuser et je vous remercie très chaleureusement de vous êtes rendus disponibles.

Je suis heureux d'accueillir ici les dirigeants des plus grands groupes industriels de la santé, français et étrangers. Le conseil stratégique des industries de santé vient de se réunir en présence des ministres et en votre présence.

Vos entreprises sont toutes prospères, nous nous en félicitons. Elles ont toutes, à des degrés divers, des implantations et des effectifs en France. Les industries de santé, le secteur pharmaceutique en particulier, vont pourtant connaître dans les cinq années à venir la période sans doute la plus difficile de votre histoire. Difficile parce que vous aurez à faire face à l'expiration des brevets des médicaments les plus vendus, les revenus de vos entreprises vont pour certains d'entre vous baisser de 20, 30, voir 40% ! C'est une chute historique et donc un bouleversement qui vous attendent.

Les médicaments génériques représenteront 15% du marché mondial du médicament en 2012, ils représentaient 9% en 2000. Ils permettent, de concilier qualité des soins et performance économique.

Ce n'est pas tout. Les industries de santé, qui ont bâti leur développement sur la chimie, sont désormais de plus en plus dépendantes des produits biologiques. La part des biotechnologies dans le marché mondial du médicament passera de 10% à plus de 15% dans la période 2007-2012. Les biotechnologies ne créeront peut-être pas d'emplois en masse, comme a pu le faire la chimie traditionnelle. Mais les biotechnologies créeront des emplois à très forte valeur ajoutée.

Sous couvert de biotechnologies, certains pourraient être pourtant tentés de vendre du rêve. Il faut être vigilant, mêmes si les biotechnologies seront un facteur essentiel de bien-être et de santé pour l'homme dans les décennies qui viennent.

Générication des médicaments, essor des biotechnologies : ce sont des mouvements amples, rapides qui vont changer du tout au tout le contexte stratégique des industries de santé. C'est pour cette raison que nous sommes réunis aujourd'hui. Les pouvoirs publics français sont parfaitement conscients des défis qui vous attendent.



Je voudrais vous convaincre que la France possède tous les atouts pour relever, avec vous, ces défis. La France se transforme, la France veut demeurer un grand pays pour l'innovation et pour les industries de santé.

Notre industrie pharmaceutique est l'une des plus importantes au monde. Que les choses soient claires, nous ferons tout pour qu'elle le reste. La balance commerciale du secteur était excédentaire de plus de 7 milliards d'euros en 2008 et devrait le rester en 2009.

La médecine et la recherche françaises sont parmi les meilleures au monde. Et je ferai tout pour qu'elles le restent. En 2008 et 2009, la France est arrivée en tête dans les sciences de la vie et de la santé, devant le Royaume Uni, devant l'Allemagne, pour le nombre de lauréats de l'appel d'offres "jeunes chercheurs" du Conseil européen de la recherche.

La France est le troisième ou quatrième marché mondial du médicament mais elle n'est pas que cela. La France est une terre d'excellence pour la recherche biomédicale et je vous demande de la considérer ainsi. Ce ne sont pas des mots, ce sont des décisions que nous avons prises.

Le monde a connu l'ère des médicaments « vedettes » vendus à plusieurs milliards d'euros pour des maladies très répandues et correctement soignées aujourd'hui – je pense à l'hypertension artérielle. Pourquoi n'y aurait-il pas d'autres progrès majeurs à attendre ? Car il existe encore tant de maux sans remède : cancer, SIDA, Alzheimer, maladies rares.

Je sais bien que la recherche est faite d'imprévus, de rencontres, de surprises parfois bonnes. Et il faut savoir saisir la chance. Je dirais même qu'il faut donner sa chance à la chance. Valérie PECRESSE a conduit avec mon soutien total l'autonomie des Universités françaises. On l'attendait depuis quatre décennies. C'est aujourd'hui une réalité. Et quand il y a eu contestation, nous n'avons pas reculé d'un centimètre, parce que nous pensons que l'avenir des Universités françaises passe par l'autonomie. La réforme des centres hospitaliers et universitaires qu'a remarquablement conduite Roselyne BACHELOT, - cela concerne 1 100 000 personnes - a été menée dans un climat social apaisé, sans drame. Cette réforme attendait depuis plusieurs décennies. Et puis il y a eu la création de l'Alliance des sciences du vivant et de la santé. La recherche publique française est, vous le savez, en plein renouveau et nous lui consacrons des crédits comme jamais elle n'en a reçus dans les décennies passées. Vos propres équipes de recherche s'ouvrent sur l'extérieur. Nouez des partenariats avec les meilleures équipes de recherche dans le monde. Nos chercheurs comptent parmi les meilleurs dans certains thèmes, comme les neurosciences, l'immunologie, le cardio-vasculaire, la génétique. Nos chercheurs sont prêts à travailler avec vous.

Avec Christine LAGARDE, que je remercie, nous avons mis en place un crédit impôt recherche - je l'affirme - qui est l'un des plus favorables au monde. Je dis aux industriels étrangers qui investissent en France : le crédit impôt recherche que nous avons triplé est l'un des plus favorables au monde. Et je vous annonce que son remboursement immédiat décidé dans le cadre du plan de relance sera étendu à 2010 dans le projet de loi de finances. Ce n'est pas une décision que nous avons prise pour un an, c'est une décision qu'avec la ministre des Finances nous avons prise pour faire de la France une terre de recherche. La fiscalité sera mise au service de la recherche. L'Alliance des sciences de la vie et de la santé a vocation à être l'agence unique de programmation de la recherche biomédicale sur le modèle des Instituts nationaux de la santé américains. Il ne s'agit pas de singer, il s'agit de prendre les bonnes pratiques à l'extérieur de la France pour les appliquer à notre pays. Cela fait bien longtemps que je pense que la France a fait le tour de l'expertise de ce qui ne marchait pas ailleurs, pour aujourd'hui faire le tour de ce qui marche. Une dizaine de sociétés régionales vont être mises sur pied en 2010 pour rapprocher les Universités et les entreprises autour de la valorisation des brevets. Nos Universités vont redevenir le cœur de la recherche française. Nous établissons les conditions d'un partenariat nouveau entre l'Alliance, nos meilleures Universités et vous, les industriels.



Je sais que dans certains organismes de recherche, il subsiste des inerties, des réticences, des appréhensions à une plus grande intégration de l'Alliance. Je veux être parfaitement clair sur ce sujet et ne laisser place à aucun doute. L'Alliance doit évoluer vite vers une gouvernance opérationnelle intégrée. Sinon, comment voulez-vous que nos partenaires industriels s'y retrouvent et nous fassent confiance ? Cette gouvernance intégrée que j'attends de l'Alliance est la condition du succès de tous nos partenariats industriels, donc de la valorisation de notre recherche et de notre croissance. Nous n'attendrons pas, nous ne céderons pas, parce que c'est l'intérêt de la France.

Vous vous êtes engagés, lors du conseil stratégique, à doubler le montant des ressources consacrées aux collaborations avec la recherche de notre pays. Je vous en remercie. Vous contribuez également, aux côtés du Fonds Stratégique d'Investissement, au fonds « Biotechnologies » qui atteint 140 millions d'euros. C'est un témoignage de confiance dont la France saura se montrer digne.

Nous pouvons relever ensemble le défi de l'emploi industriel. La France est le premier producteur européen de médicaments. Les industries de santé représentent 350 000 emplois directs et indirects. Le développement des génériques et des biotechnologies fait peser une menace sur ces emplois. Nous devons réagir.

Je le dis aux industriels français comme aux industriels étrangers, nous ferons tout pour maintenir l'emploi industriel. Je ne crois pas à un grand pays qui ne reste pas une terre de production. Je crois à l'industrie, j'y crois depuis le début de ma carrière politique. Je n'ai pas changé d'avis. La taxe professionnelle est en train d'être réformée. Et je remercie Christine LAGARDE ainsi que le Premier ministre de leur fermeté. J'ai été élu pour lutter contre la désindustrialisation et les délocalisations, ne croyez pas que je céderai, c'est ma priorité. Nous allons supprimer la taxation des investissements. Quelle drôle d'idée d'avoir créé depuis 1975 un impôt qui taxe les investissements alors que la France en a besoin pour créer de l'emploi et profiter de la croissance. Tous les gouvernements de gauche ou de droite avaient dit tout le mal qu'ils pensaient de la taxe professionnelle et l'avaient soigneusement gardée. Nous la supprimons. Les entreprises bénéficieront donc d'un allègement d'impôts de 12 milliards d'euros en 2010. Je me réjouis que notre grand partenaire et notre grand ami allemand fasse le même choix que le nôtre, celui de la baisse des impôts. Au moment où j'entends dire à gauche comme à droite qu'il convient de les augmenter, je veux redire une nouvelle fois que je n'ai pas été élu pour augmenter les impôts. Il n'y aura pas d'augmentation d'impôts, il y aura des diminutions d'impôts. C'est par la diminution d'impôts et le renforcement de la compétitivité de la France que l'on permettra aux Français d'avoir les emplois dont ils ont besoin et la croissance dont nous avons besoin. Augmenter les impôts, cela fait si longtemps que les gouvernements de gauche, de droite le font au plus grand détriment de la croissance. Donc que les choses soient claires, le cap est fixé et il ne bougera pas. Je me réjouis que notre principal partenaire, l'Allemagne, ait fait ce même choix. J'aurai l'occasion de recevoir Madame MERKEL après-demain et nous en parlerons en détail. Et cela fera 6 milliards d'euros d'impôts en moins en rythme de croisière. Je peux vous annoncer que la réforme de la taxe professionnelle a été adoptée par l'Assemblée nationale vendredi dernier. Cela représente, pour l'industrie pharmaceutique, une baisse de la cotisation de taxe professionnelle de 16%. 16% dans le contexte actuel.

Nous allons développer des sites de bioproduction. Sanofi-Aventis va créer un site à Vitry-sur-Seine, près de Paris, qui fabriquera des lots de produits biologiques. D'autres implantations suivront. Notre pays compte plusieurs centaines de PME de biotechnologies. Nous avons un potentiel d'innovation important. Ce serait un comble que ce potentiel ne se traduise pas par la création de nouveaux emplois industriels.

La France prendra aussi toute sa part à la production de génériques. Nous ne laisserons pas partir les emplois industriels qui participent à la production des médicaments dits « princeps » au motif que ces derniers sont désormais génériques. Les génériques sont une tendance de fond de votre industrie. Nous devons nous y adapter.



Nous allons encourager les industriels qui acceptent que les génériques de leurs médicaments soient produits en France quelques semaines avant l'expiration du brevet. Cette mesure devrait permettre à notre pays de faire face, à armes égales avec d'autres Etats, au phénomène de la générication. Sinon, nous pouvons être sûrs que les génériques seront produits ailleurs qu'en France. Plusieurs milliers d'emplois sont en jeu. Je veux renforcer la compétitivité de la France, il n'y a pas de limite en la matière. La croissance reviendra, elle est en train de revenir, nous devons être prêts à la saisir.

Permettez-moi pour finir de rappeler combien la santé et la recherche biomédicale sont stratégiques pour l'avenir de la France. L'innovation dans le domaine de la santé est une source durable de création de bien-être, de revenus et d'emplois. Les sciences du vivant et de la santé seront un des moteurs de notre économie dans l'avenir, l'économie de la connaissance.

L'emprunt national pourrait d'ailleurs financer certains investissements au service de la santé de nos compatriotes. Je pense en particulier, Madame la ministre de la Santé, aux instituts hospitalo-universitaires (IHU). Ces instituts hospitalo-universitaires seront des plates-formes de soins, de recherche et d'enseignement de niveau mondial organisées autour d'un projet scientifique cohérent. Ils devront recruter les meilleurs professionnels, français et étrangers. Ils devront attirer des fonds privés pour accélérer leur développement. Ils devront susciter la création à leurs côtés, en étroite liaison avec les industriels, de PME de biotechnologies.

Je vous annonce qu'en 2010, un appel d'offres international accordera le label d'IHU à cinq centres français. Parce que je voudrais que l'on cible des centres de référence à dimension mondiale plutôt que l'on essaime des crédits auprès de tout le monde sans que cela ait un effet d'entraînement pour votre industrie, pour notre économie et pour la santé de vos patients et de nos compatriotes. Je l'annonce, la sélection sera draconienne car l'excellence ne se décrète pas, elle se mérite. Les IHU seront un puissant facteur d'attractivité de la France. Leur création marquera – je le souhaite – un resserrement des relations entre la recherche de notre pays et les industries de santé.

Mesdames, Messieurs,

J'espère vous avoir convaincus que la France change, qu'elle change vite et que le mouvement n'est pas terminé, loin de là. Je vous donne rendez-vous début 2012 à l'occasion d'une nouvelle réunion du conseil stratégique des industries de santé. Grâce à M. Thierry TUOT, chargé de piloter la mise en œuvre des mesures annoncées aujourd'hui, nous pourrons alors constater – j'en forme le vœu – que vous aurez investi et créé des emplois en France. Il n'y a pas de fatalité. J'espère également que vous avez compris qu'aux yeux des pouvoirs publics, vous les industriels de santé êtes une priorité et que nous considérons que notre devoir, c'est de vous aider. Il y a un ministre de l'Industrie, Christian ESTROSI, un ministre des Finances, nous ne voulons pas gérer vos affaires à votre place. Nous voulons comprendre vos problèmes pour vous aider et pour que vous puissiez développer en France de la recherche et de l'emploi industriel. C'est ce qui compte pour nous et l'Etat doit être un soutien au développement de vos industries et non pas un frein. C'est ce qui explique ma présence aux côtés des ministres.

Je vous remercie.